

Chapitre II : Mesures Préliminaires à Toute Enquête.

Article 5 : Mesures préliminaires.

Dès que les premiers secours aux victimes ont été organisés, deux mesures préliminaires s'imposent avant toute enquête : Notifier l'accident aux autorités compétentes et personnes intéressées ; Assurer la garde de l'aéronef, des débris de l'équipement et du contenu de l'aéronef ainsi que la conservation des indices nécessaires à l'enquête.

Article 6 : Notification. - Notification de l'accident doit être adressée par les voies les plus rapides (téléphone de préférence et confirmation par télégramme) à la direction de l'air, à Rabat, ainsi qu'au chef de la région aéronautique où l'accident s'est produit, et doit comprendre tout ou partie des renseignements suivants' :

- a) Date et heure de l'accident
- b) Lieu ;
- c) Type d'aéronef, nationalité et marque d'immatriculation ;
- d) Propriétaire, exploitant ou affréteur, en indiquant s'ils ont été informés ;
- e) Aérodrome de départ et de destination ;
- f) Nom du pilote, commandant de bord ;
- g) Nombre de personnes tuées ou grièvement blessées et dommages au matériel ;
- h) Nature et circonstances de l'accident ;
- i) Adresse ou téléphone d'où émane la notification. ;

L'obligation de notifier incombe en premier lieu au pilote ou à un membre de l'équipage, si l'un ou l'autre est en état de l'assumer.

Si ni le pilote ni aucun membre de l'équipage n'est en état de remplir cette obligation, la notification doit être faite :

Si l'accident a eu lieu sur un aérodrome ou à proximité, par le Commandant de cet aérodrome ;

Dans tous les autres cas, par l'autorité locale civile ou militaire qui, la première, a connaissance de l'accident, cette autorité locale doit en outre prévenir le commandant de l'aérodrome le plus proche.

Il appartient également à l'autorité locale de prévenir l'autorité judiciaire de tout accident qui se produit dans son ressort.

Au reçu de la notification, la direction de l'air informe de l'accident le propriétaire ou l'exploitant de l'aéronef, si ceux-ci n'ont pas été directement informés.

Si l'aéronef accidenté est un aéronef étranger, le ministre des travaux publics en informe l'Etat d'immatriculation par les voies les plus rapides.

Article 7 : Garde de l'aéronef et conservation des indices. - Aussitôt donnés les secours aux victimes, nul ne doit toucher ni à l'aéronef ou à ses débris, ni aux documents de bord avant l'arrivée des enquêteurs ; l'autorité locale ou le commandant d'aérodrome, suivant le cas, doit assurer la garde la plus efficace possible suivant les moyens à sa disposition, ainsi que la conservation des indices susceptibles de disparaître (trace de roues au sol par exemple).

Toutefois, sous la surveillance de l'autorité présente, pourront être retirés de l'aéronef les bagages, le fret, la poste ; les sacs postaux doivent être remis pour acheminement au bureau de poste le plus voisin. Quant aux bagages et au fret, au cas où l'aéronef vient de l'étranger, il ne peut être procédé à leur enlèvement qu'avec l'autorisation des services de douane.

Si l'aéronef ou ses débris constituent un obstacle ou un danger pour la circulation aérienne, pour d'autres modes de transport ou pour le public, il peut être déplacé, mais seulement après qu'il a été noté exactement sa position ou que des photographies aient été prises.

En cas d'accident mortel, afin de faciliter l'identification des victimes seront appliquées les mesures recommandées par la commission internationale de police judiciaire.

L'autorité locale doit aussi recueillir pour le bénéfice des enquêteurs toutes informations sur les témoins de l'accident (noms, adresse, etc.).